



Ile-de-France



L'Etat va porter à trois milliards d'euros son engagement financier pour la modernisation des transports en Ile-de-France (IdF) sur les 15 prochaines années, a annoncé hier Maurice Leroy, le ministre de la Ville.

L'Etat s'engage à porter son engagement financier pour la modernisation du réseau existant sur les quinze prochaines années à plus de trois milliards d'euros, dont plus d'un milliard pour les trois prochaines années. » C'est Maurice Leroy, le ministre de la Ville, qui l'a annoncé hier avec force.

Selon des sources régionales, ces trois milliards correspondent à l'effort prévisible de l'Etat dans les trois contrats successifs Etat-région allant de 2007 à 2025 et le « plus d'un milliard » au contrat 2007-2013 revu et à une partie du futur contrat 2014-2020.

Parlant de l'avenir des transports franciliens, le ministre a précisé qu'il n'était « pas loin d'aboutir » dans sa tentative de rapprocher le dossier de l'Etat et celui de la région

3 milliards d'euros pour les transports

Ile-de-France, en vue d'une « vision partagée du Grand Paris ».

« Ce sont deux droites parallèles », a-t-il estimé en parlant du projet de l'Etat (double boucle de métro automatique autour de Paris) et celui de la région et du Syndicat des transports d'Ile-de-France, le Stif (rocade de métro en proche banlieue Arc Express). « Je dois faire se joindre les deux parallèles, nous sommes sur le point d'y parvenir », a déclaré le ministre alors que se poursuivent les débats publics sur ces projets.

« Grande nouvelle »

Le ministre en charge du Grand Paris a souhaité que le futur réseau de transport « réponde à deux exigences » : agir tout de suite pour moderniser les réseaux existants, notamment de banlieue à banlieue, et développer un projet unique porté tant par l'Etat que par la région.

En déplacement à Pantin, en Seine-Saint-Denis, il a indiqué que ses priorités dans ce département sont la modernisation des réseaux express régionaux (RER), le prolongement de la ligne 11 du



Maurice Leroy, hier en visite en Seine-Saint-Denis, en compagnie de Claude Bartolone, président du conseil général.

métro jusqu'à Val-de-Fontenay, le prolongement du T1 jusqu'à Val-de-Fontenay et celui de la tangentielle nord jusqu'au Bourget dans un premier temps, puis jusqu'à Noisy-le-Sec.

Le ministre a également promis de défendre un projet de seconde boucle à l'est de la Seine-Saint-Denis, allant du centre du département à Noisy-le-Grand.

Cette annonce constitue « une

grande nouvelle pour la Seine-Saint-Denis », s'est aussitôt réjoui le président du conseil général, Claude Bartolone. En heures de pointe, « c'est un potentiel de 20.000 à 22.000 voyageurs transportés, comme sur une ligne parisienne », a-t-il ajouté, avant de souligner que son département, « le plus pauvre et le plus jeune », est celui où « les habitants font le plus appel au véhicule personnel ».